

lité de produit agricole, pourvu que nous nous donnions la peine nécessaire par rapport aux avantages qui en résultent. Dans nos Iles Britanniques, il y a certainement un climat et un sol très favorables à l'agriculture, mais il est plus incertain et variable que le nôtre, et nous n'avons aucun doute que notre climat sera beaucoup amélioré par le dessèchement de notre sol, lorsqu'une population dense aura diminué les sables de nos forêts, en défrichant et cultivant nos terres.

A présent que notre législature est en session, nous devons, au nom de la classe que nous représentons, respectueusement leur rappeler ce qu'il leur faut faire pour l'amélioration de l'agriculture et la prospérité générale du pays. Nous répétons à présent ce que nous avons déjà fréquemment déclaré, que nul pays sur ce globe ne dépend plus exclusivement de son agriculture que celui-ci ; et, si ce fait ne peut être contredit, il s'en suit que nuls autres intérêts ne méritent autant d'attention que ceux de l'agriculture. Jusqu'à cette époque, à peine notre législature a-t-elle donné quelque attention à l'amélioration de l'agriculture. On a voté annuellement quelques légères sommes aux Sociétés d'Agriculture, mais cela n'était pas suffisant dans un pays situé comme l'est celui-ci par rapport à sa population agricole, et dont une forte proportion est sans éducation, une autre insuffisamment instruite et à peine en est-il qui possèdent de quoi dépenser quelque chose pour l'instruction et l'encouragement de l'agriculture, excepté pour ce qui les regarde individuellement. Nous n'avons pas ici ces grands propriétaires des Iles Britanniques qui prennent soin des intérêts de l'agriculture. Nous avons bien ceux des grandes Seigneuries ; mais comme ils ne se soucient que de leur petite rente, l'état de l'agriculture ne paraît pas beaucoup les intéresser. Ainsi donc, si le gouvernement et la législature ne s'en mêlent pas, et ne font pas ce qui est nécessaire, pour avancer et encourager l'amélioration de l'agriculture, nous n'avons qu'à déplorer cet état peu avancé, tandis que dans les autres pays tous ceux qui possèdent de l'aisance ou de l'autorité, font tout ce qu'ils peuvent pour promouvoir l'amélioration et assurer la prospérité de l'agriculture.

Nous ne disons pas que tous les habitans en Canada doivent cultiver le sol, s'ils peuvent faire mieux pour leur propre avantage et l'avantage commun ; mais, quand on ne peut mieux faire, c'est là certainement la voie la plus encourageante et celle qui améliore le mieux. Le sol est la seule base de la prospérité du commerce ainsi que de l'agriculture en Canada. Toute chose externe

n'offre rien d'assuré pour la prospérité permanente. C'est donc sur nous-mêmes et sur les ressources de notre pays, qu'il faut s'appuyer pour tout ce dont on a besoin. Nous ne pouvons soutenir un commerce prospère avec la mère-patrie à prendre sur des ressources étrangères ; et c'est une honte à nous de négliger de nous procurer chez nous ce que nous prenons chez les autres. La législature devra regarder comme sujet de quelque importance l'utilité de savoir, si l'on ne pourrait pas doubler les produits actuels de ce pays, et s'il en est ainsi, s'il ne serait pas important de faire tous les efforts possibles pour atteindre ce but. Nous prendrons sur nous de dire que ces résultats seraient la conséquence de mesures énergiques prises à cet égard.

Plusieurs peuvent penser que l'amélioration de l'agriculture vient de l'industrie et de l'entreprise individuelle. Cette expérience a été tentée longtems en Canada ; mais elle a toujours failli, et on ne pouvait raisonnablement s'attendre à autre chose. Il en a été ainsi dans les Iles Britanniques et autres pays sous des circonstances plus favorables. En France un ministre de l'agriculture est là pour voir aux intérêts du peuple et pour instruire et diriger l'industrie publique. Ici le commerce a son bureau et les hommes y sont plus généralement instruits que ceux qui dirigent les affaires agricoles. Notre presse publique est presque exclusivement dévouée au commerce et à la politique, et c'est là le grand avantage qu'elle possède. Ce journal est le seul qui soit dévoué à l'agriculture dans toute l'étendue du Canada Est ; et, quoique la souscription ne soit que d'une piastre par année, nous nous attendons à une perte considérable, outre le tems et l'étude que nous y dévouons. C'est là une autre preuve de l'insuffisance de l'entreprise et de l'industrie individuelles. Ce que nous suggérons humblement est ceci : l'institution d'un Bureau Général d'Agriculture pour diriger et surveiller toutes les autres sociétés locales formées pour le même but, et qui publierait un journal agricole qui circulerait généralement dans toute la province. Nous ne parlerons pas à présent d'aucun règlement à cet égard, mais nous dirons que l'institution d'un Bureau d'Agriculture conduit avec jugement produirait plus de bien réel pour les habitans du Canada que toute autre mesure que l'on pourrait introduire. Un muséum de plantes, semences, outils d'agriculture et bibliothèque agricole, devrait être ajouté à ce Bureau et à ce Journal, et formerait par là une école d'instruction pour le cultivateur et un dépôt pour les meilleures semences et les meilleurs outils de